



04-07-2012

Ayrault : au nom du réalisme...

Le premier ministre a produit son discours de politique générale, un discours constamment ponctué des mots « efforts » et « difficile ». On devine aisément à qui ces mots s'adressent. Il a longuement parlé de « combat pour le redressement » et de « mobilisation générale », vieille recette de l'appel à l'union sacrée. Pour illustrer les difficultés à venir et qu'il "découvre" il précise que les prévisions de croissance sont rabaisées de 0,4% à 0,3% pour 2012 et de 1,7% à 1,2% pour 2013.

Il affirme « ne renoncer à rien ». On mesure la portée de cette promesse quand le SMIC a été « augmenté » de 2%. Ayrault se propose de lutter contre la vie chère mais il n'évoque à aucun moment les salaires, sauf ceux des fonctionnaires qui seraient gelés jusqu'en 2014.

Il fait ensuite semblant de s'attaquer aux riches, dénonçant « les rémunérations indécentes » les « évadés fiscaux » et « les parachutes dorés ». Tout ça pour mieux esquiver le problème de fond : les centaines de milliard de profits et les exonérations fiscales au profit du capital. Il s'est aussi défendu d'être « l'ennemi des entreprises et de l'argent ». D'ailleurs pour mieux manifester sa servilité à leur égard il a précisé : « j'estime les chefs d'entreprise, je les connais, je salue leur apport à notre économie ». Les patrons de PSA et autres licenciés du moment apprécieront cette estime et cette confiance du premier ministre qui ne peut que les encourager dans leur sale besogne (dernière prévision connue 70 000 suppressions d'emplois en France dans les mois qui viennent).

Ayrault feint de s'en plaindre en rappelant que la part de l'industrie dans la richesse produite en France est tombée de 26% à 13% en 10 ans. Sur le même sujet, il poursuit « un pays qui n'a pas d'industrie n'a pas d'avenir ». C'est vrai ! Ses prédécesseurs (socialistes) ont participé et de quelle façon à la casse de notre industrie nationale, notamment par la voie des privatisations où des centaines de milliers d'emplois industriels ont disparu. D'ailleurs une nouvelle étape de la privatisation de la SNCF imposée par cette Europe, chère au gouvernement, est en route.

Ayrault a évité tout commentaire sur la sortie de l'audit de la Cour des Comptes de son ami Migaud qui fait état d'un besoin de 33 milliards pour l'Etat en 2013 pour ramener le déficit public à 3% du PIB, pour répondre au diktat de l'Europe. Ce même rapport évoque l'augmentation de la TVA et de la CSG qui sera selon la Cour des Comptes difficilement évitable. Un vote de l'Assemblée Nationale s'en est suivi. Le PCF s'est abstenu, « une abstention qui n'est pas un acte de défiance et qui se veut constructive ». On constate sans s'étonner que ces députés du Front de Gauche sont de fait d'accord avec cette politique du gouvernement. Une politique identique à celle du gouvernement précédent, une politique au service du capital. Et c'est le peuple de France, comme les autres peuples européens, qui va en payer le prix.

Seul le poids des luttes pourra faire obstacle à ces prétentions.

www.sitecommunistes.org